

Distr.  
GENERALE

E/C.12/1992/SR.1  
2 décembre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1ère SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le lundi 23 novembre 1992, à 10 h 30.

Président : M. ALSTON

#### SOMMAIRE

Ouverture de la session

Adoption de l'ordre du jour

Organisation des travaux

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 11 heures.

OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le PRESIDENT déclare ouverte la septième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour provisoire)  
(E/C.12/1992/1)

2. Le PRESIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Comité souhaite adopter l'ordre du jour provisoire de la septième session (E/C.12/1992/1).

3. Il en est ainsi décidé.

ORGANISATION DES TRAVAUX (point 2 de l'ordre du jour) (E/C.12/1992/L.1)

4. Le PRESIDENT dit que M. Badawi ne sera pas en mesure de participer à la présente session du Comité et que M. Marchan Romero ne sera présent qu'à partir de la troisième semaine.

5. Il fait observer que le quorum requis au Comité est de 12 personnes et suggère donc que les réunions commencent sans que le quorum soit atteint, à moins que l'un des membres ne s'y oppose.

6. Il en est ainsi décidé.

7. M. WIMER ZAMBRANO, notant qu'un certain nombre de membres ne sont pas présents, dit que lui-même a failli arriver en retard parce qu'il n'a reçu l'autorisation d'acheter son billet d'avion que la semaine précédente. Il avait demandé l'autorisation d'acheter ce billet plus tôt, mais avait reçu une réponse peu courtoise. Ce n'est pas la première fois qu'un tel problème s'est posé et lui-même n'est pas la seule personne à s'être trouvée dans une telle situation. Le Comité devrait adopter une motion demandant au secrétariat de remédier à cette situation et de faire preuve de plus de souplesse.

8. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO dit qu'elle aussi a eu des difficultés : dans son cas, c'est lorsqu'il s'est agi de faire une réservation. Elle n'a aucunement à se plaindre du secrétariat, mais trouve que l'agence de voyages Thomas Cook n'est pas du tout satisfaisante. Les membres du Comité devraient pouvoir acheter leurs billets où bon leur semble.

9. Le PRESIDENT dit qu'il demandera au secrétariat d'examiner cette question avec les responsables.

10. Passant au projet de programme de travail (E/C.12/1992/L.1), il dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Comité accepte de répondre favorablement à la demande qui lui a été faite de reporter à une autre session l'examen des rapports de la Fédération de Russie, du Nicaragua, de la Nouvelle-Zélande et de la République fédérative tchèque et slovaque.

11. Il en est ainsi décidé.

12. Le PRESIDENT dit que l'Italie a demandé que la présentation de son deuxième rapport périodique soit reportée du 2 au 3 décembre; c'est donc seulement le 4 décembre que le Comité examinerait les renseignements complémentaires.

13. Le Comité doit également examiner un certain nombre d'autres questions qui ne figurent pas dans le projet de programme de travail. Premièrement, le Conseil économique et social a approuvé la demande du Comité tendant à ce qu'une session supplémentaire soit organisée en 1993, du 10 au 28 mai. De ce fait, le Comité devra mettre à profit la présente session pour établir une liste de questions concernant les Etats parties dont les rapports seront examinés à la session de mai 1993. Deuxièmement, le Comité recevra un document relatif à un éventuel protocole facultatif, et il doit décider de la modalité selon laquelle examiner ce document, à savoir en séance plénière, en groupe de travail ou en réunion informelle. Troisièmement, il convient d'ajouter un point à l'ordre du jour de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Les droits économiques, sociaux et culturels n'ayant pas reçu un rang de priorité élevé dans l'ordre du jour du Comité préparatoire, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels devrait s'efforcer d'en souligner l'importance. Le Président invite les membres qui ont des suggestions à faire quant à la date à laquelle il conviendrait de s'attacher aux questions qui viennent d'être mentionnées et aux modalités selon lesquelles il conviendrait de les examiner, à faire connaître leurs suggestions au cours de consultations informelles.

14. Les dossiers concernant les rapports des Etats contiennent une partie comprenant les renseignements fournis par l'Organisation internationale du Travail (OIT) à propos de chaque pays. Cela est extrêmement utile : conformément aux directives du Comité, lorsqu'un pays a ratifié les conventions pertinentes de l'OIT, il n'a pas à fournir au Comité les renseignements qui dans le cas inverse seraient requis. Le Comité est reconnaissant à l'OIT de lui avoir fourni les renseignements en question, et au secrétariat de les avoir inclus dans les dossiers.

15. Outre les dossiers relatifs à chaque pays, les documents ci-après seront également disponibles et pourront être consultés : Rapport sur le développement dans le monde 1992 (Banque mondiale), Rapport mondial sur le développement humain 1992 (Programme des Nations Unies pour le développement), Rapport sur la situation des enfants dans le monde 1992 (Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)).

16. Il y aura également lieu de présenter un rapport sur les évolutions en cours. Les membres qui ont été invités à faire rapport sur les travaux des autres comités auront peut-être besoin de davantage de temps, et un aménagement du calendrier des travaux est possible.

17. M. BONEV (Programme des Nations Unies pour le développement) dit que dans le passé, le PNUD a brillé par son absence dans les réunions relatives aux droits de l'homme, parce que avant le démantèlement du système communiste et la disparition du rideau de fer, on attendait de lui qu'il se tienne à l'écart de pareilles questions. Le PNUD est heureux qu'il n'en soit plus ainsi et espère pouvoir contribuer aux travaux du Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans la mesure où son mandat le permet.

18. Le Rapport mondial sur le développement humain 1992, auquel le Président a fait référence, contient un certain nombre d'indicateurs qui se rapportent aux droits de l'homme. M. Bonev espère que ce rapport sera utile aux travaux du Comité.

19. A la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, le PNUD présentera un document sur le thème du développement, des droits de l'homme et de la démocratie.

20. Le PRESIDENT dit qu'il se félicite de voir un représentant du PNUD prendre part aux travaux du Comité. Il espère que le Comité a contribué à aviver, parmi les institutions spécialisées, la prise de conscience de l'importance des droits de l'homme pour leurs travaux.

21. M. OATES (Organisation internationale du Travail) dit que l'OIT porte un intérêt tout particulier aux droits protégés par les articles 6 à 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle a adopté des instruments sur des questions aussi fondamentales que la liberté d'association, l'égalité des chances dans l'emploi, l'abolition du travail forcé, la politique de l'emploi, les conditions de travail, la sécurité sociale, la protection de la maternité et l'âge minimum pour l'emploi. Les renseignements reçus des Etats membres concernant les conventions qui ont été ratifiées sont soumis aux procédures de supervision propres à l'OIT. Le dernier rapport de l'OIT sur les progrès réalisés dans le respect des droits en question, qui contient un résumé des renseignements les plus récents fournis par les Etats membres et des plus récentes constatations de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT sera mis à la disposition des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels ultérieurement. Les constatations du Comité de la liberté syndicale de l'OIT leur seront également communiquées. Si tout autre document se révèle nécessaire, M. Oates sera très heureux de le fournir.

22. Le PRESIDENT remercie l'OIT pour sa coopération exemplaire avec le Comité.

23. Mme PINET (Organisation mondiale de la santé) dit combien son organisation se félicite d'avoir l'occasion de participer aux travaux très importants du Comité. Elle espère que l'importance des droits économiques, sociaux et culturels sera reconnue comme il convient à la future conférence mondiale sur les droits de l'homme. L'OMS se félicite également de la haute qualité des documents présentés. Elle fournira dans les prochains jours les renseignements les plus récents dont elle dispose.

24. Le PRESIDENT note que le séminaire des Nations Unies sur l'utilisation des indicateurs statistiques doit maintenant se tenir du 25 au 29 janvier 1993. Le Comité y sera représenté par cinq de ses membres, et le Président engage les membres souhaitant participer à ce séminaire à le lui faire savoir. Le Comité devra présenter des exposés à ce séminaire.

25. Le Sommet des pays non alignés qui s'est tenu à Djakarta en septembre 1992 a témoigné du vif intérêt que l'on porte aux droits économiques, sociaux et culturels, et l'opinion y a été exprimée que jusqu'à présent on n'avait pas accordé assez d'importance à ces droits. L'issue des élections présidentielles qui se sont récemment déroulées aux Etats-Unis fait

que l'on attache désormais davantage d'attention à ces droits, et la politique étrangère des Etats-Unis sera probablement orientée en conséquence.

Malheureusement, beaucoup des pays qui ne sont pas aussi avancés que les Etats-Unis sont en train de réduire leurs dépenses sociales, et il importe donc que le Comité fasse connaître son point de vue sur ces questions.

26. La récente réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme a été un remarquable succès. Tous les présidents se sont accordés à reconnaître que les différents organes créés en application de traités devraient jouer un rôle plus actif dans l'exécution des tâches dont ils ont la responsabilité et se sont déclarés préoccupés par les services de secrétariat. Il n'y a pas eu de désaccord quant aux conclusions de la réunion. Le rapport de la réunion (A/47/628) a beaucoup d'importance; il donne la seule possibilité d'établir une communication véritable avec les organes politiques de l'Organisation des Nations Unies. Ce très bref rapport, qui contient de nombreuses recommandations visant une action spécifique, a suscité des réactions significatives et systématiques et le Président souhaite appeler l'attention sur les principales recommandations qui ont de l'importance pour le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

27. Les présidents ont noté que dans son rapport sur l'activité de l'Organisation adressé à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session, le Secrétaire général a identifié la nécessité d'envisager les moyens qui habiliteraient les organismes de défense des droits de l'homme composés d'experts et l'habiliteraient lui-même à porter les violations massives des droits de l'homme à l'attention du Conseil de sécurité, en lui présentant des recommandations en vue d'une action. Les organes créés en application de traités seraient certainement inclus parmi les organes de défense des droits de l'homme composés d'experts. Les présidents ont pris note de cette recommandation et ont reconnu que les organes créés en application de traités avaient un rôle important à jouer lorsqu'il s'agissait de prévenir les violations des droits de l'homme ou d'y réagir si elles s'étaient déjà produites. Ils jugeaient donc approprié que chaque organe créé en application d'un traité entreprenne d'urgence l'examen de toutes les mesures qu'il lui serait possible de prendre pour empêcher des violations des droits de l'homme de se produire et suivre de plus près les situations d'urgence de toute sorte se produisant sur des territoires relevant de la juridiction des Etats parties; dans les cas où pareil objectif exigerait des procédures novatrices, il conviendrait d'examiner ces procédures aussitôt que possible. L'impression du Président était qu'aucun des présidents ne suggérerait que les organes créés en application de traités doivent jouer le rôle que jouait la Commission des droits de l'homme lorsqu'elle adoptait des résolutions condamnant tel ou tel Etat ou s'efforçait d'exercer une pression politique directe par tout autre moyen. Néanmoins, lorsque le Comité des droits économiques, sociaux et culturels devait examiner le rapport d'un Etat partie et savait que des violations des droits de l'homme s'y produisaient, il ne pouvait s'abstenir de prendre fermement position contre ces violations à moins de perdre toute crédibilité. De plus, les organes de suivi des traités se montraient de plus en plus désireux d'agir sans retard dans le cas de violations des droits de l'homme par des Etats parties dont le rapport ne devait pas être examiné dans l'immédiat, par exemple en présentant une demande urgente d'informations ou en proposant d'envoyer une petite délégation dans l'espoir que ses services

soient utiles. Le Comité des droits de l'enfant avait adopté une procédure spécifique à mettre en route en cas d'informations faisant état de violations.

28. Les présidents se sont vivement félicités des modifications proposées aux textes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui consisteraient à imputer le financement du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité contre la torture au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, au lieu d'en faire peser la charge sur les Etats parties à ces traités.

29. En ce qui concernait les services de secrétariat, les présidents ont estimé que ce qui décrivait le mieux les présentes conditions de travail du secrétariat, notamment les installations et la technologie de l'information disponibles à Genève, c'était de les qualifier de "primitives". Jusque-là, on s'était essentiellement attaché à créer quelques postes subalternes supplémentaires de secrétariat, sans jamais prêter attention au fait que de nombreux membres du secrétariat ne disposent pas de leur propre machine de traitement de texte et que la plupart du temps, on n'attend pas des administrateurs qu'ils travaillent sur une telle machine. Les présidents ont fait remarquer que les ressources nécessaires pour assurer le service adéquat de chacun des organes de suivi des traités n'étaient pas disponibles. Dans un entretien qui a été publié, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation en Iraq a déclaré que d'autres Rapporteurs spéciaux et lui-même avaient déposé une plainte officielle auprès du secrétariat à Genève pour dénoncer l'insuffisance des services qui leur étaient assurés. La situation ne s'améliorerait que lorsque les différents utilisateurs des services feraient connaître leur mécontentement.

30. Les présidents ont également examiné les sources d'information disponibles. Depuis cinq ans, le Comité n'avait cessé de demander la création d'une salle de documentation des comités où ses membres pourraient avoir accès aux différentes sources renseignant sur ce qui se passait dans les pays dont le Comité examinait les rapports. Le secrétariat avait complètement ignoré cette requête et continuerait probablement de le faire à moins que l'on ne prît des mesures à l'Assemblée générale. Les présidents ont souligné combien il était important et urgent de mettre au point une politique cohérente et complète de l'information qui serait appliquée dans l'ensemble du Centre pour les droits de l'homme. Ils ont demandé que soit créée au Centre une unité centralisée d'information et de documentation, et a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de prendre des mesures appropriées à cet égard. Les présidents ont également été unanimes à recommander qu'un dossier complet pour chaque pays soit mis à la disposition de chaque comité pour chacun des Etats parties dont le rapport était à l'examen. De l'avis du Président, le secrétariat n'a pas encore pris conscience de tout ce qui découle de cette recommandation. La question est importante parce que si le représentant d'un pays affirme au Comité que tout va bien dans son pays, les membres du Comité qui savent par les journaux qu'il n'en est pas ainsi ne peuvent rien lui répondre, faute de pouvoir citer une autre source d'information; il n'est, en effet, pas satisfaisant de faire état d'informations publiées dans la presse. Les présidents ont déclaré que pour assurer un apport suffisant d'informations en provenance d'organisations non

gouvernementales, chaque organe de suivi des traités devrait envisager d'inviter officiellement ces organisations à soumettre des documents écrits.

31. En ce qui concerne l'information du public, les présidents se sont déclarés fermement convaincus de la nécessité de doter le Centre pour les droits de l'homme dans son ensemble d'une stratégie intégrée et complète d'information du public : à l'heure actuelle, en effet, l'information du public se faisait au hasard, sans que l'on puisse compter sur des ressources suffisantes ni se guider sur une liste convenue de priorités; aussi les travaux des organes de suivi des traités n'étaient-ils guère connus du grand public. Aucune publicité ou presque n'avait été entreprise pour faire connaître les travaux du Comité, si l'on exceptait les prétendues "Fiches d'information" qui contenaient le texte du Pacte, accompagné de quatre ou cinq pages de généralisations stupides. Pour le grand public, le seul moyen d'information sur les travaux du Comité était le rapport du Comité lui-même, qu'il était impossible d'obtenir autrement qu'en s'adressant à un ministère ou à une très bonne bibliothèque. A l'heure actuelle, les rapports du Comité n'étaient communiqués qu'à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, et n'avaient aucune répercussion sur le monde dans son ensemble. Une véritable information du public, expliquant en quoi consistaient les différents comités, s'imposait donc de toute urgence.

32. En ce qui concernait les réserves, les présidents avaient estimé que certaines des réserves formulées lors de la ratification de traités sembleraient donner lieu à de graves questions quant à leur compatibilité avec l'objet et le but mêmes des traités ratifiés. Les présidents avaient suggéré que la Cour internationale de Justice soit invitée à donner un avis consultatif quant aux réserves qui, selon tel ou tel Comité, semblaient soulever d'importantes questions. Il appartiendrait à chacun des comités de prier le Conseil économique et social ou l'Assemblée générale de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

33. Il a été suggéré que chaque organe de suivi des traités adopte la pratique en usage au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et dresse une liste des Etats dont le rapport était en retard ou qui n'avaient pas présenté leur rapport. Des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels avaient décidé, à la précédente session du Comité, d'adopter cette pratique. Tous les présidents ont reconnu qu'il était parfaitement injuste qu'un organe de suivi des traités critique les rapports présentés par un pays, tandis que de nombreux pays qui avaient pourtant ratifié le traité n'avaient pas présenté un seul rapport. Les présidents ont donc décidé que, dorénavant, chaque organe de suivi fixerait, en dernier ressort et en tant que de besoin, une date pour l'examen de la situation régnant dans un Etat qui n'avait pas présenté de rapport ou était en retard dans la présentation d'un rapport, et fonderait son examen sur tous les renseignements disponibles. La procédure consisterait à prévenir l'Etat intéressé qu'il aurait intérêt à présenter un rapport, faute de quoi l'organe de suivi du traité n'aurait d'autre possibilité que d'examiner la situation régnant dans cet Etat, en utilisant toutes les sources disponibles de renseignement, et que tout en souhaitant que le représentant de l'Etat soit présent lors d'un tel examen, s'il était impossible d'obtenir cette présence, le Comité poursuivrait néanmoins sa tâche. Les présidents ont noté qu'en s'abstenant systématiquement et pendant longtemps de présenter des rapports,

un Etat partie s'assurait une sorte d'immunité à l'égard de toute surveillance, tandis que d'autres Etats, qui avaient présenté leur rapport, faisaient l'objet d'une surveillance minutieuse.

34. A propos de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, les présidents ont estimé qu'on ne leur avait pas suffisamment donné la possibilité de participer aux débats. Dans le rapport, il était indiqué que l'Assemblée générale devrait recommander que le groupe des présidents soit constitué en un organe consultatif spécial auprès de la Conférence mondiale. Les présidents se sont également préoccupés du fait que les débats concernant l'ordre du jour de la Conférence mondiale aient si mal reflété le rang de priorité accordé à chacune des questions liées aux organes de suivi des traités, en d'autres termes que le Comité préparatoire n'accorde pas une attention suffisante aux travaux des comités.

35. Une déclaration énergique, par laquelle le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à sa présente session soulignerait l'importance des droits économiques et sociaux, aurait d'importantes répercussions sur les débats de la troisième Commission. Il est généralement admis que les travaux du Comité préparatoire n'ont guère été satisfaisants jusqu'à présent, la quasi-totalité de son temps ayant été absorbée par des questions de procédure, et qu'il y a de profondes divisions politiques, surtout mais non pas uniquement entre Nord et Sud. Par voie de conséquence, l'examen des questions de fond inscrites à l'ordre du jour n'a virtuellement pas progressé, et la troisième Commission a été invitée à débloquer la situation. Il faut espérer que les travaux de la troisième Commission déboucheront sur une résolution propre à réamorcer les travaux consacrés à la Conférence mondiale. Le Comité devrait envisager d'apporter sa contribution aux débats.

36. M. NENEMAN, notant que le Comité devra fonctionner en tant que Groupe de travail au cours de la présente session, fait observer qu'un laps de temps bien délimité sera nécessaire à cette tâche et que les rapports devront être mis à la disposition des membres assez longtemps à l'avance pour qu'ils aient le temps de les lire et de préparer les questions.

37. Le PRESIDENT dit que les trois premiers jours de la prochaine semaine (30 novembre, 1er et 2 décembre), le Comité n'aura aucun rapport à examiner et pourrait envisager de se réunir en tant que Groupe de travail de cinq membres auxquels se joindrait tout autre membre du Comité qui le souhaiterait. Le Groupe de travail étudierait la question des rapports à examiner pendant la prochaine session et la question de l'élaboration des listes de question; il pourrait aussi travailler à titre préliminaire à d'autres questions, telles que les projets d'observation générale ou le protocole facultatif. A sa troisième réunion, le 24 novembre, tous les rapports qui seront à examiner à la prochaine session seront mis à la disposition des membres du Comité, et il faut espérer que le Comité recevra des renseignements de ceux qui ont été invités à consacrer de premiers travaux à tel ou tel rapport spécifique. Il n'est pas indispensable que la mise au point finale des listes de questions se fasse à la présente session; les membres pourront soumettre des questions supplémentaires pendant les semaines qui suivront la session, par l'intermédiaire des membres du Bureau ou du rapporteur.

La séance est levée à 12 h 25.